

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5394>



PENURIE DES TZR : rares mais chers, les TZR...

- SNES académique de Dijon - S3 - Dossiers académiques - Exercice de nos métiers - TZR -



Publication date: jeudi 5 octobre 2017

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

PENURIE DES TZR

Rares mais chers, les TZR deviennent-ils un luxe dans l'éducation nationale ?

On peut se poser sérieusement la question en constatant que le nombre global de TZR chute tous les ans depuis 2008, au point d'avoir à présent baissé de moitié sur la période de 2008-2009 (environ 800 TZR) à 2017-2018 (399 TZR).

Dans certaines disciplines (langues vivantes, SVT, sciences physiques...), le recrutement de contractuels via Pôle emploi a commencé dès septembre et cela dans de fortes proportions dans certaines zones. Ce phénomène s'accompagne d'une baisse de recrutement de titulaires, par exemple en Anglais (...). Il ne s'agit donc pas d'un manque d'anticipation des besoins mais d'une modification réelle des solutions apportées aux besoins du remplacement. Par ailleurs, ces pénuries de TZR sont souvent présentées aux collègues comme un problème que leur conscience professionnelle ne peut et ne doit pas laisser sans solution... Voilà comment on conduit les enseignants en postes fixes à accepter toujours plus d'heures supplémentaires, sans mesurer l'impact sur leur santé, l'intensité sans cesse augmentée de l'effort au travail, et l'habitué progressive à l'idée que c'est normal d'en faire toujours plus pour pallier les déficits du système. Or, si on observe en parallèle l'augmentation du nombre de services partagés, on ne peut que conclure à une fragilisation de nos conditions d'enseignement. Que dire des dispositifs supplémentaires qui nous sont proposés "en plus" de notre temps de travail ? Assurer des heures de colles, s'investir dans le programme "devoirs faits"... Toujours plus d'heures, ça oui, mais toujours plus mal payées...

Tirer de plus en plus sur la marge du remplacement en augmentant le service hebdomadaire dès qu'on le peut, autant de signe d'une dégradation accentuée de nos conditions de travail.